



MALTA EU 2017

Les priorités du **CESE** durant la **présidence maltaise**

Janvier – juin 2017



Comité économique et social européen



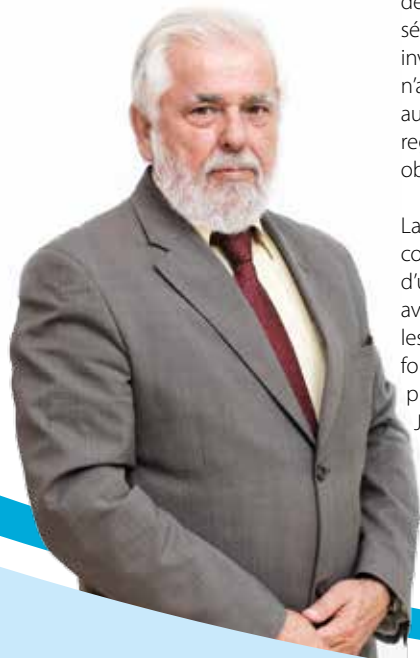
Le mot du président

Malte prendra pour la première fois la présidence du Conseil de l'Union européenne en janvier 2017. En cette période où la cohésion de l'Union européenne est mise à l'épreuve, dans le sillage du Brexit, où la crise des réfugiés persiste et où la confiance des citoyens dans la construction européenne décline, alimentant ainsi le populisme, Malte est appelée à jouer un rôle important et à contribuer, dans le cadre des procédures bien établies du Conseil, à faire prévaloir l'unité plutôt que les décisions unilatérales. Je suis convaincu que Malte, même si elle est un petit pays, est capable d'inaugurer avec succès une ère nouvelle pour l'Europe.

Je constate avec une grande satisfaction que les priorités de la présidence maltaise s'inscrivent dans les thématiques mises en exergue par le Comité économique et social européen. Depuis des années, notre Comité insiste dans ses avis sur l'importance que revêt la stratégie de croissance bleue pour la création d'emplois dans les pays côtiers et la protection de l'environnement.

Il n'est pas permis de voir dans la Méditerranée un tombeau aquatique où viennent se perdre des milliers de vies humaines. Elle constitue un espace de coopération, de sécurité et de coexistence harmonieuse où les pays voisins sont invités à trouver des solutions communes afin que les réfugiés n'aient plus à risquer leur vie dans des traversées périlleuses, mais aussi que les citoyens de ces pays, les jeunes citoyens, puissent regarder l'avenir avec optimisme, accéder au marché du travail et obtenir un salaire décent.

La gestion des **flux migratoires** nécessite un engagement commun des États membres de l'Union européenne en faveur d'une solution européenne fondée sur une coopération étroite avec les pays extérieurs à l'Union d'où proviennent ou par lesquels transitent les migrants, mais aussi sur une coopération fondée sur la solidarité au niveau européen. J'espère que la présidence maltaise prendra toutes les initiatives nécessaires. Je suis persuadé qu'elle parviendra à concilier les tendances antagonistes et à proposer des solutions qui seront respectées par tous.



Compte tenu des derniers développements qui ont eu lieu sur le plan politique, il est compréhensible qu'en cette période de crise économique persistante, les citoyens européens se sentent coupés des centres de prise de décisions. Ils ont le sentiment que l'Europe ne les concerne pas. Face à cette tendance, il nous faut répondre avec plus d'Europe et non pas moins d'Europe.

En créant un **socle de droits sociaux**, l'Union devrait valoriser et compléter son acquis social, afin d'orienter les politiques dans un certain nombre de domaines essentiels pour le fonctionnement correct et équitable des marchés du travail et des systèmes de protection sociale, l'objectif ultime étant de renforcer la cohésion sociale. Le CESE soutient cette proposition de la Commission, toujours dans l'intérêt des citoyens européens, et espère que la présidence maltaise contribuera à aller dans cette direction.

Les citoyens ont oublié les guerres passées et considèrent que **la paix** est un fait acquis. Or, elle constitue un bienfait qui **se gagne** à chaque instant. Il convient de préserver l'Union, en tant que principale garante d'un espace de paix et de prospérité des citoyens. L'objectif de l'identité européenne est précisément de **combler le fossé entre les citoyens et les institutions européennes**, et de faire comprendre aux citoyens des États membres qu'au-delà des caractéristiques particulières de leurs propres pays, ils sont liés par une tradition et un héritage culturels européens communs, ainsi que par un avenir commun. Par conséquent, j'ai bon espoir que, dans le cadre de la présidence maltaise, l'identité européenne soit institutionnalisée, qu'elle acquière une existence concrète et que l'on investisse dans la culture européenne.

Le 25 mars 2017 marquera le **60^e anniversaire du traité de Rome**. Dans le préambule de celui-ci, les signataires se déclarent «déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens, décidés à assurer, par une action commune, le progrès économique et social de leurs pays, en éliminant les barrières qui divisent l'Europe, assignant pour but essentiel à leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples».

Malte aura l'honneur, mais aussi la responsabilité, de revitaliser cette promesse. Sur cette voie, elle trouvera dans le CESE un fidèle allié.

Georges DASSIS
Président du CESE

Le mot des membres maltais du CESE

Notre première fois à la tête de la présidence du Conseil européen arrive à un moment où l'Europe fait face à des défis sans précédents: le Brexit et la migration, pour citer les deux problèmes principaux. **L'arrivée des immigrants en situation irrégulière et la crise des réfugiés** ont trouvé une Europe non préparée et ont, en outre, apporté avec eux de gros défis sécuritaires. Parmi les priorités de la présidence maltaise du Conseil européen figurent la **sécurité** et la lutte contre le **terrorisme**: la sécurité européenne est impensable sans la paix et la sécurité en Méditerranée. Dans ce contexte, Malte mettra tout en œuvre pour favoriser le processus Euromed.

Une autre dimension majeure du programme de la présidence est la **législation sur le marché unique**, y compris le marché unique numérique, l'union de l'énergie et l'union des marchés de capitaux. Au-delà de cela, les avis exploratoires qu'elle a demandés au CESE traiteront des stratégies de diversification du tourisme nautique et maritime, et plus précisément de l'aspect de la **durabilité**, ainsi que de la question du territoire inclusif pour les îles de l'Union.

L'hôtellerie et le tourisme jouent un rôle majeur dans les économies de tous les États membres. Cependant, il est très fréquent que ces secteurs ne soient ni valorisés ni reconnus comme faisant partie d'une industrie qui emploie des centaines de milliers de personnes, ainsi que de l'industrie qui s'est montrée la plus résistante après l'effondrement financier de 2008. Le CESE préparera un avis d'initiative sur le **tourisme côtier et maritime**, qui s'efforcera de déterminer les bonnes pratiques pour cette industrie et de fournir de nombreux repères pour les régions qui aujourd'hui souffrent d'un manque de perspectives d'emploi et de débouchés à l'investissement.

L'éducation, l'énergie, la pauvreté et l'inclusion sociale seront également à l'ordre du jour de notre présidence. Nous nous concentrerons plus particulièrement sur le type d'éducation qui permet d'obtenir ensuite un emploi décent et de qualité élevée, et ce, dans l'objectif de lutter contre la précarité de l'emploi et la pauvreté. Deux des avis exploratoires qui ont été demandés sont étroitement liés à ce concept: «Une éducation de qualité élevée pour tous» et «Renforcement des compétences des personnes sur le marché du travail». Nous pensons que l'éducation et la requalification doivent servir de plate-forme de base aux citoyens pour les aider à trouver leur place au sein de la communauté. Cela mènera, ou du moins aura une influence sur la sécurité, une bonne gouvernance, une meilleure distribution des richesses, un approvisionnement stable en énergie et l'impact du changement climatique. L'amélioration des services financiers et des droits et des devoirs sociaux, ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale suivront. Tous ces points incluront la dimension méditerranéenne. Dans ce contexte, nous estimons que les partenaires sociaux de Malte qui ont un rôle crucial à jouer devraient apporter leur contribution.

Les membres maltais du CESE



Stefano MALLIA
Groupe des employeurs
Ancien président de la Chambre du commerce, des entreprises et de l'industrie de Malte
Stefano.mallia@mt.gt.com



Philip VON BROCKDORFF
Groupe des travailleurs
Conseiller auprès du syndicat UHM
Voice of the Workers
philipvonbrockdorff@yahoo.co.uk



Benjamin RIZZO
Groupe des activités diverses
Président de la commission de la société civile de Malte, représentant les OSC de Malte
benrizzo@go.net.mt



Tony ZAHRA
Groupe des employeurs
Président de l'Association des hôtels et restaurants de Malte
tonyazahra@alpinemalta.com



Charles VELLA
Groupe des travailleurs
(BA (Hons), Int. Rel.)
Responsable exécutif pour la recherche et l'information au sein de l'Union générale des travailleurs
charles.vella@eesc.europa.eu



Cette présidence arrive à une période cruciale pour l'Europe. Outre son travail sur les multiples défis politiques, économiques et sociaux que l'Union européenne doit relever sans tarder, la présidence aura également la mission essentielle de commémorer le 60^e anniversaire des traités de Rome en mars 2017 et, à cette occasion, de conclure le **processus de réflexion sur l'avenir de l'Union**, qui a été lancé par les chefs d'État ou de gouvernement en septembre 2016 à Bratislava. La Commission devrait définir une vision de l'avenir dans un livre blanc, qui abordera plus particulièrement la nécessité de **renforcer et de réformer notre Union économique et monétaire (UEM)**.

Compte tenu de ces développements, le CESE continuera son **travail prioritaire sur l'établissement de l'UEM** en discutant avec les décideurs politiques européens et nationaux des positions consensuelles de toutes les parties prenantes pertinentes de la société civile, comme convenu dans les avis récents du Comité sur ce sujet. Le CESE a déjà formulé un certain nombre de propositions pour le développement de l'UEM à court, moyen et long terme. Il assurera à présent leur suivi, notamment en organisant une **conférence de haut niveau sur la future UEM** à l'approche du sommet de mars 2017 et du livre blanc de la Commission.

Dans le cadre du semestre européen de la coordination des politiques économiques, le CESE présentera les **recommandations de la société civile sur les politiques nécessaires pour la zone euro**. Dans un avis distinct, le Comité a également l'intention de traiter le problème de **l'inégalité des richesses en Europe** et de lancer un vaste débat public sur cette question qui pourrait éventuellement donner lieu à de futures propositions politiques de la part de la Commission européenne dans ce domaine.

Le Comité fera part de sa position lors du réexamen à mi-parcours obligatoire du **cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020**, en se fondant sur ses recommandations en matière de politique exposées dans un avis d'initiative sur un «budget de l'Union axé sur les performances et sur les résultats».

En ce qui concerne la fiscalité indirecte, la présidence sera marquée par les efforts visant à réformer et à **moderniser en profondeur le système européen de TVA**. Le CESE participera au débat politique sur les propositions législatives qui découlent du «plan d'action sur la TVA», sur lequel la CESE a présenté ses conclusions et recommandations. Plus particulièrement, le CESE contribuera à la formulation du **paquet (électronique) TVA du marché unique numérique**. Dans le domaine de la fiscalité directe, le CESE contribuera au très attendu paquet de l'imposition sur les sociétés qui inclura le problème de longue date d'une **assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (ACCIS)**, le règlement des cas de double imposition et les dispositifs hybrides avec des pays tiers.

En ce qui concerne les marchés financiers et le financement de l'économie, la prochaine période continuera d'être marquée par les efforts de création d'une véritable union des marchés de capitaux (UMC) européenne, et le CESE travaillera sur des initiatives législatives telles que l'amendement du **règlement sur les exigences de fonds propres (CRR)** afin d'intégrer les modifications au dispositif de Basel, et sur la **recupération et la résolution des contreparties centrales**. Le CESE se prononcera également sur le **cadre réglementaire général des services financiers dans l'Union**, pour lequel la



...

Commission cherche à mettre en évidence les éventuelles incohérences et lacunes de la réglementation financière, ainsi que les charges administratives superflues et les facteurs qui ont une incidence négative sur la croissance et les investissements à long terme. Par ailleurs, le Comité étudiera le livre blanc sur la révision du **modèle de financement des autorités européennes de surveillance**. Dans le but de favoriser la croissance et la création d'emplois, le CESE proposera des recommandations aux décideurs politiques sur l'extension de la durée du **Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS 2.0)**, ainsi que sur des mesures et des actions dans le cadre de l'initiative «**Aide à la création et à la croissance des PME**».

Les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale étant toujours en augmentation, le Comité économique et social européen (CESE) a l'intention de continuer d'insister sur le **modèle social européen**, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'établissement d'un socle européen des droits sociaux. La création d'emplois reste une priorité absolue, et le CESE se concentrera sur les politiques novatrices, permettant de trouver le juste équilibre entre les préoccupations économiques, sociales et environnementales. Une attention particulière sera portée aux mesures qui augmentent la qualité de l'emploi et suppriment les obstacles à l'intégration sur le marché du travail, en particulier pour les jeunes, les chômeurs de longue durée, les migrants et les réfugiés.

Le CESE va également promouvoir le **travail décent** et une **mobilité des travailleurs plus équitable**, en particulier en ce qui concerne les conditions de travail et les salaires. Le Comité examinera les incidences que la transition numérique et la transition vers une économie verte, à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources sont susceptibles d'avoir sur l'emploi, les qualifications, la sécurité sociale et le droit du travail. Plus particulièrement, à la demande de la présidence maltaise, le CESE formulera des recommandations sur le renforcement des compétences des personnes sur le marché de l'emploi dans le cadre de son travail sur la nouvelle stratégie européenne en matière de compétences ainsi que sur un enseignement de qualité pour tous.

Le CESE maintiendra ses efforts de renforcement des droits fondamentaux et de lutte contre la discrimination et l'exclusion. Le Comité continuera plus particulièrement à soutenir une **politique d'immigration et d'asile plus ouverte et réellement commune** reposant sur une plus grande solidarité et sur le partage des responsabilités au sein de l'Union européenne. Il œuvrera également en faveur d'une meilleure reconnaissance de la contribution des immigrants à l'économie et à la société européennes, de leur **intégration dans le marché de l'emploi et la société au sens large**, et de l'amélioration de leur éducation et de leur formation, et continuera à demander que leurs droits fondamentaux soient pleinement respectés. Le CESE contribuera également à l'évaluation de la législation existante sur la migration légale.

Le CESE contribuera, via un avis d'initiative, au processus de reconsidération d'une **PAC** plus verte et plus efficace pour l'après-2020. Il continuera à militer pour la mise en œuvre sur le plan pratique des analyses d'impact territorial de toutes les politiques européennes, appelées le «test rural» dans la déclaration de Cork de 2016 intitulée «Une vie meilleure dans les **zones rurales**». Au travers de son groupe d'étude permanent sur les **systèmes alimentaires durables**, le CESE continuera de mettre en avant la nécessité de s'attaquer aux multiples conséquences économiques, environnementales et sociales de la production et de la consommation alimentaires en adoptant une approche holistique et intégrée. Il invitera à une politique alimentaire complète et encouragera une production agricole plus durable, une distribution alimentaire en adoptant une approche holistique et intégrée. Il invitera à une politique alimentaire complète et encouragera une production agricole plus durable, une distribution alimentaire plus juste dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ainsi que la réduction et la prévention du gaspillage alimentaire.

La mise en application des résultats du sommet de Paris sur le **changement climatique** (COP21) est une priorité majeure pour le CESE. Le rôle de la société civile dans l'action pour le climat, la création de coalitions avec les autorités territoriales, l'intégration des considérations climatiques dans toutes les politiques européennes et la promotion de la transition vers une économie à faible intensité de carbone, constitueront les principales priorités de la CESE. Avec la nouvelle coalition sur la «Gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux pour une application plus rapide, plus efficace et plus complète de l'Accord de Paris sur le climat», le CESE encouragera l'engagement ascendant de plusieurs acteurs dans divers projets d'action pour le climat.

Participer à **la mise en œuvre pratique des objectifs de développement durable (ODD)** globaux fera également partie des priorités du Comité. La création d'un Forum européen pour le développement durable devrait encourager le dialogue entre les institutions européennes et un grand nombre de représentants de la société civile, susciter un sentiment de propriété et impliquer la société civile dans le processus de contrôle. Dans le domaine de **l'économie circulaire**, l'organisation d'une plateforme et la participation de parties prenantes et d'experts non gouvernementaux à la Commission européenne contribueront à la mise en œuvre du plan d'action de la Commission en matière d'économie circulaire. Le CESE mettra en avant son avis de 2016 sur l'examen à mi-parcours de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité, avec pour objectif principal d'exercer une pression sur la Commission et les États membres de l'Union européenne afin qu'ils respectent leurs engagements antérieurs.

Dans le cadre de son objectif de surveillance des tendances et de présentation de propositions sur les problèmes pertinents qui affectent les consommateurs, le Comité organisera sa 19^e **Journée européenne du consommateur** annuelle à Malte le 21 mars 2017. Le CESE poursuivra ses travaux dans les domaines de **l'entreprise sociale et de l'économie sociale**. Outre la surveillance et l'évaluation des développements politiques au niveau de l'Union et des États membres, il recensera les mesures concrètes visant à améliorer l'environnement général des



...

entreprises de l'économie sociale, diffusera les bonnes pratiques dans les États membres et renforcera la visibilité de ce secteur. De **nouvelles formes de production et de consommation** telles que l'économie collaborative figureront parmi les priorités du CESE. Le Comité s'est trouvé en première ligne pour traiter de ces tendances, et compte élaborer un avis d'initiative sur l'économie de la fonctionnalité. Le travail effectué sur les **nouveaux modèles économiques**, notamment l'économie collaborative et l'économie de fonctionnalité, utilisera une approche plus coordonnée, qui reliera clairement le rôle de ces nouvelles tendances pour faire face aux défis de l'Europe en matière de durabilité. En effet, depuis quelques années, la nouvelle économie, apparue au tournant du millénaire, diffuse dans nos sociétés de nouvelles pratiques (la digitalisation, l'économie circulaire, l'économie collaborative, «l'ubérisation», etc.) qui sont en train de bouleverser nos pratiques commerciales, professionnelles, mais aussi politiques et civiques. En un mot, nos sociétés sont en voie de bouleversement majeur, et ce bouleversement concerne en premier lieu la jeune génération, qui doit être plus que jamais au centre de nos préoccupations. Le Comité entend ainsi initier une réflexion transversale et systémique sur cette problématique, afin de contribuer à définir une vision à l'horizon 2050. Il entend, dès la présidence maltaise, commencer ses travaux afin de nourrir une réflexion novatrice au niveau européen, car les réponses nationales ne seront pas suffisantes.

À la demande de la présidence maltaise, le CESE émettra également un avis exploratoire sur le **tourisme nautique et maritime**. Cet avis se consacrera aux stratégies innovantes pour développer un environnement plus **compétitif et durable** en Europe.

Le CESE est également très actif dans le domaine de la **recherche et de l'innovation**, et prépare actuellement un rapport d'information sur l'évaluation intermédiaire d'Horizon 2020 qui sera envoyé à la Commission européenne lors du premier trimestre 2017.

Pour ce qui est du changement industriel, l'**industrie automobile** connaît actuellement sa plus grande transformation depuis l'invention de la chaîne de fabrication, ce qui pourrait entraîner une nouvelle révolution industrielle. Le CESE surveillera étroitement et analysera les développements relatifs à ce secteur et étudiera par ailleurs les effets de la **numérisation et des modèles commerciaux innovants** au sein du secteur financier européen, en portant une attention particulière à leur impact sur les emplois et les clients.

Le Comité contribuera activement à la révision en cours de la **stratégie globale de l'Union européenne concernant les questions de politique étrangère et de sécurité**, ainsi que des principaux domaines de la politique extérieure de l'Union tels que le **commerce, l'élargissement, les politiques de voisinage et de développement**, la dimension extérieure des principales politiques de l'Union européenne comme la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), et le respect de **normes de travail décent et d'environnement dans le commerce international**.

La promotion de la **migration légale**, d'une intégration accrue des partenariats euro-méditerranéen et euro-africain, et d'une plus grande cohésion de la société civile dans les pays du Sud sera également un thème central des activités liées aux **pays du voisinage européen** et aux **pays africains**, avec un suivi spécifique du **Fonds européen pour le développement durable**. Quant aux **voisins européens de l'Est**, l'engagement actif des plateformes de la société civile avec la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, constituera la priorité principale.

Le Comité assurera un suivi des **négociations commerciales de l'UE** et un suivi par la société civile des accords de l'UE. Une attention particulière sera accordée aux accords de libre-échange avec **le Canada, l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie**, ainsi qu'aux négociations avec **les États-Unis, le Japon et d'autres pays**. La présidence du Conseil sera invitée à suivre les travaux du CESE sur les chapitres commerce et développement durable de ces accords.

La présidence maltaise sera associée aux travaux du CESE sur la politique d'élargissement de l'UE et sera invitée à participer au Forum de la société civile UE-Balkans occidentaux. Le CESE suivra également de près les relations entre l'Union européenne et la Turquie, en particulier sur les questions telles que la modernisation de l'Union douanière entre l'Union européenne et la Turquie et l'accord UE-Turquie sur les réfugiés. Pour ce qui est de **l'Amérique latine**, la présidence sera invitée à participer à la réunion biennale des organisations de la société civile de l'Union européenne et de la Communauté des États





latino-américains et des Caraïbes (CELAC). Le CESE surveillera également de près la **coordination des systèmes de sécurité sociale** dans le cadre de la **politique de développement** de l'Union.

Conformément aux priorités de la présidence maltaise, le CESE se concentrera sur le caractère particulier des **territoires insulaires**, à savoir le fait que les îles souffrent de handicaps naturels ou démographiques sévères et permanents. Le Comité poursuivra également ses travaux sur le **développement des zones urbaines**. Il soutiendra la mise en œuvre du programme urbain de l'Union et se concentrera sur l'affinement de ce projet européen. De plus, le CESE continuera à participer activement à la mise en œuvre de **stratégies macrorégionales** et d'autres programmes européens.

Le CESE contribuera également à des développements dans le domaine des statistiques, car il est appelé à exprimer son avis sur une proposition d'**extension du programme statistique européen**, dans lequel la Commission vise à améliorer la pertinence, la ponctualité et la qualité des statistiques européens.

Dans le domaine de l'agenda numérique, la mise en œuvre de la stratégie du **marché unique du numérique** restera au centre du travail du Comité. Le Comité soutient entièrement l'intégration des économies numériques de l'Union européenne et encourage le démantèlement des barrières nationales aux transactions en ligne

afin de stimuler la productivité et l'emploi en Europe. Plus spécifiquement, puisque les règles du marché unique du numérique n'ont pas progressé au même rythme que les changements technologiques, une attention particulière sera consacrée à l'évaluation et à la réforme du cadre réglementaire pour les communications et les services électroniques, en vue de favoriser les investissements, d'assurer une concurrence équitable, d'adapter les règles du marché de gros afin d'encourager le déploiement de l'accès de nouvelle génération, et de mettre à jour et de moderniser la politique en matière de spectre pour répondre à la demande croissante de technologie mobile à haut débit de la part des citoyens européens. Le CESE terminera également une étude sur les mégadonnées et publiera un catalogue de bonnes pratiques sur les villes et îles intelligentes afin d'identifier les mesures nécessaires à l'amélioration de la qualité de la vie et à la réduction de la pauvreté et du chômage.

S'agissant de Malte, le CESE prévoit d'y organiser une conférence sur l'**Europe numérique et les mutations industrielles**, qui mettra l'accent sur l'Industrie 4.0, sur la numérisation dans les secteurs financier, automobile et des soins de santé européens, et parlera d'emploi, de formation et d'impact scientifique et sociétal.

Le CESE s'appuiera sur ses précédents avis sur l'**Union européenne de l'énergie** et continuera de présenter des propositions législatives plus spécifiques. Le Comité visera à attirer plus particulièrement l'attention sur l'importance d'un renforcement supplémentaire de la gouvernance de l'Union de l'énergie, notamment en améliorant le rapport annuel sur les progrès effectués pour at-

teindre les objectifs de l'Union de l'énergie et en consolidant la voix de la société civile dans le processus. Selon le Comité, améliorer ainsi la gouvernance est une condition préalable pour identifier diverses perspectives, nécessités et ressources au sein de l'Union européenne et pour soutenir de cette manière une coordination et une solidarité accrues entre les États membres. La coordination et la solidarité semblent particulièrement pertinentes alors que l'Union européenne réexamine sa sécurité énergétique, ses sources renouvelables et ses politiques d'efficacité énergétique dans le contexte de l'ambitieux Accord de Paris et de tensions géopolitiques croissantes. Le CESE soutient les efforts de l'Union européenne pour améliorer la gouvernance en encourageant l'idée du **dialogue européen énergétique**, un dialogue avec la société civile qui se déroule en parallèle à l'Union de l'énergie qui doit aboutir chaque année à la réponse du Comité au rapport de la Commission européenne sur l'«État de l'Union de l'énergie».

Le Comité continuera de centrer son travail sur le maintien et l'amélioration de la compétitivité du **secteur européen des transports**. L'application de la **stratégie de l'aviation pour l'Europe** sera étroitement surveillée, afin d'assurer son développement et de relancer le soutien des parties prenantes pour son application effective. En tant qu'ardent défenseur d'un véritable marché unique pour le **transport maritime**, le Comité salue la désignation de 2017 comme l'année maritime européenne. Le CESE assurera un suivi du bilan de qualité de la Commission concernant la législation maritime européenne et le programme REFIT de la législation relative à la formation des gens de la mer.

Le CESE encouragera également la mise en œuvre du **mécanisme pour l'interconnexion en Europe et la politique en matière de RTE-T**. Dans ce contexte, le Comité élargira davantage le dialogue participatif entre les autorités publiques et la société civile, en particulier sur certains corridors centraux du réseau RTE-T, afin d'améliorer la compréhension et l'acceptation des mesures politiques en matière de transport, ainsi que la qualité et l'efficacité des décisions à prendre.

Enfin, l'accent sera mis sur des questions d'actualité, telles que la décarbonisation des transports et les effets de la COP21 sur la politique européenne des transports, les mégadonnées et leurs incidences sociétales, la réglementation des activités liées à l'économie du partage dans le domaine des transports, ainsi que l'accès au marché et la dimension sociale du secteur.



Le mot de la présidence maltaise



Dr Ian BORG
Secrétaire d'État à la présidence de l'UE
en 2017 et aux fonds de l'UE



La présidence tournante du Conseil de l'Union européenne offre une opportunité politique, économique et culturelle unique pour Malte. À une époque où nous sommes confrontés à des défis sans précédent, elle offre une excellente opportunité pour le courage politique, le solide leadership et la voix claire et indépendante de Malte de favoriser une union plus étroite pour le bien commun des citoyens européens.

Les compétences et les ressources de Malte seront fortement mises à l'épreuve. Cependant, nous ne serons pas seuls; et le fait de montrer que nous pouvons jouer dans une catégorie supérieure constituera une valeur inestimable dans l'élaboration de l'héritage de la présidence à la fois pour l'État et pour l'Union. Par ailleurs, Malte dispose du potentiel nécessaire pour mettre en œuvre des programmes (ou des dossiers) politiques importants destinés à générer croissance économique et emplois, à assurer une stabilité financière, à consolider la solidarité sociale, à améliorer l'accès à de nouveaux marchés, à lutter contre le changement climatique, à évoluer vers une union de l'énergie et une union numérique et à protéger les frontières et la sécurité; tout cela au profit du peuple européen.

Nous voyons notre collaboration avec le Comité économique et social européen (CESE) comme un ingrédient essentiel à la réussite de notre présidence. Cette organisation forme un pont entre les institutions bruxelloises et le peuple européen, un pont à travers lequel peuvent circuler les idées et le dialogue. Avec le CESE, nous nous engageons à rapprocher le processus européen des citoyens et à le rendre plus compréhensible. Parfois, nous aurons besoin de remettre en cause, de faire des critiques constructives et de débattre afin de conclure des accords plus solides et d'améliorer la prise de décision pour

qu'elle serve au mieux le peuple dans sa vie quotidienne. À cet égard, nous considérons que le CESE est animé par un esprit de collaboration.

Notre présidence arrive à un moment où les efforts des commissaires et des dirigeants européens sont entièrement centrés sur l'obtention de résultats. Les dossiers importants à notre ordre du jour seront nombreux, et nous devons prendre des décisions difficiles pour savoir où concentrer nos efforts. Nous sommes engagés envers une présidence définie non pas par de la rhétorique mais par des résultats, et nous avons organisé notre travail en fonction des priorités indiquées dans ce document. Je souhaiterais en aborder trois plus précisément ici.

La migration est une des questions transnationales majeures de notre époque et dont l'importance continuera de croître, selon moi. L'attrait de l'Union européenne pour les migrants est en partie la conséquence de son succès, et au milieu du cynisme généralisé au sujet du projet européen, nous ne devrions pas avoir honte de le rappeler aux gens; sa promesse d'un système basé sur des règles, fondé sur des valeurs, qui offre aux nouveaux arrivants une perspective d'emploi, un toit au-dessus de leur tête et une éducation pour leurs enfants revêt un formidable attrait. L'Europe offre aux démunis de l'espoir pour l'avenir lorsque les lieux qu'ils quittent n'en ont souvent pas.

Cependant, ensemble nous devons pouvoir protéger nos frontières et partager le fardeau plus équitablement en ce qui concerne la gestion des nouveaux arrivants. D'importantes réformes qui renforcent le régime d'asile européen commun et, en particulier, le règlement de Dublin définiront notre travail dans les années à venir. Suite au sommet Afrique-Europe sur les migrations, que nous avons accueilli à la Valette en 2015, nous

voulons nous assurer que nous réalisons un suivi de accords qui y ont été conclus, et que nous définissons mieux les droits et les responsabilités des deux côtés dans nos relations avec des pays tiers, en particulier en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, afin que nous puissions traiter un grand nombre des facteurs sous-jacents de la migration économique provenant de ces régions.

L'amélioration du fonctionnement du marché unique, en particulier dans le domaine du commerce numérique, donne le ton de la prospérité économique future de nos citoyens, nous permettant de construire une Europe qui continue d'offrir des conditions de concurrence et des opportunités équitables pour tous: travailleurs, employeurs et consommateurs. Nous souhaitons construire sur le travail effectué par les présidences précédentes en éliminant enfin les frais d'itinérance des données et de téléphonie mobile pour les citoyens européens au sein de l'Union; une mesure concrète qui fera la différence pour des millions de personnes en vacances, en voyage ou travaillant à l'étranger. Nous souhaitons également mettre en place des réglementations uniformes pour des domaines tels que les frais de livraison en ligne, et nous souhaitons réduire le blocage géographique afin d'éviter des pratiques discriminatoires qui désavantagent les consommateurs.

Enfin, nous souhaitons défendre une approche progressive sur des questions sociales au cours de notre présidence. Un des domaines de préoccupation spécifique est le renforcement du message selon lequel la violence contre les femmes ne peut être tolérée. Nous nous engageons à lutter pour ce point en ouvrant la voie

à la législation paneuropéenne qui s'attaque au problème. Nous collaborerons également étroitement avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes afin d'augmenter la participation des femmes au marché du travail et d'approuver la proposition d'une directive relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs des sociétés cotées en bourse. Malte tiendra une conférence ministérielle sur les questions LGBTIQ afin de continuer à progresser dans l'élaboration de la feuille de route de la Commission européenne dans ce domaine.

Malte est un État-nation fier qui est également fièrement européen. Nous souhaitons mesurer notre réussite avec notre capacité à offrir des solutions politiques pour servir toute la population européenne. La présidence offre une extraordinaire opportunité de faire entendre notre voix et de gagner en crédibilité pour l'Union en communiquant ouvertement et honnêtement, tout en trouvant également de nouvelles manières de montrer la différence positive que les décisions prises à Bruxelles peut faire dans la vie des citoyens.

Nous nous réjouissons de relever ces défis et de travailler avec le CESE. Notre capacité à écouter, à rassembler les personnes, à consulter et à guider, sera la clé pour parvenir à un véritable succès au niveau paneuropéen.

Dr Ian BORG

*Secrétaire d'État à la présidence de l'UE en 2017
et aux fonds de l'UE*





Informations générales sur Malte

Dénomination officielle	République de Malte
Capitale	La Valette
Superficie	316 km ²
Autres villes importantes (en nombre d'habitants)	Qormi, Żabbar, Żebbuġ
Langue nationale	Maltais
Langues officielles	Maltais et anglais
Devise	Euro
Population (31/12/2015)¹	420 501
Population d'origine étrangère (1/12/2015)²	42 430
PIB en prix courants (en millions d'euros, 2015)²	20 300
PIB par habitant (en standards de pouvoir d'achat [SPA], UE-28 = 100, 2015)²	89
Emploi intérieur (2016)²	176 368
Taux d'emploi (personnes âgées de 15 à 64 ans, 2015)²	63,9 %
Taux de chômage (2016)²	4,9 %
Espérance de vie à la naissance (2015)¹	Femmes: 84,20 / Hommes: 79,80
Principales exportations (en % des exportations totales, 2015)³	Machines et appareils électriques et objets servant à des usages électroniques Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation Produits pharmaceutiques
Principales importations (en % des importations totales, 2015)³	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation Navigation maritime ou fluviale Machines et appareils électriques et objets servant à des usages électroniques

¹ <http://countrymeters.info/en/Malta>

² Eurostat

³ Trademap



Pour votre agenda

22 février 2017 – Inauguration de l'exposition –

Textures of memory de M. Joe P Smith (Bruxelles)

21 mars 2017 – Journée européenne du consommateur (Malte)

23 – 24 mars 2017 – Réunion du groupe des activités diverses (Malte)

11 – 12 mai 2017 – Réunion du groupe des employeurs (Malte)

11 – 12 mai 2017 – Réunion du groupe des employeurs (Malte)

31 mai 2017 – Soirée maltaise et inauguration de l'exposition –

Regnum de Kris Micallef (Bruxelles)

22 – 23 juin 2017 – Réunion annuelle des présidents et secrétaires généraux des CES nationaux de l'UE et du CESE (Malte)

5 juillet 2017 – Session plénière du CESE –

Présentation des résultats de la présidence maltaise (Bruxelles)

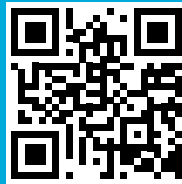


Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2016-63-FR

www.eesc.europa.eu



© Union européenne, 2017

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Toute utilisation ou reproduction de chacune des photographies ou illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:

p. 6 – @Shutterstock.com/TheLiftCreativeServices

p. 11 – @Shutterstock.com/Chantal de Bruijne

p. 14-15 – @Shutterstock.com/TheLiftCreativeServices

p. 17 – @Shutterstock.com/gagarych



Print:
QE-04-16-837-FR-C
ISBN 978-92-830-3254-0
doi:10.2864/513251

Online:
QE-04-16-837-FR-N
ISBN 978-92-830-3253-3
doi:10.2864/53016

FR